

Brochure n° 3035

**Convention collective nationale**

IDCC : 1800. – **CÉRAMIQUE D'ART**

---

AVENANT DU 11 MARS 2008  
RELATIF AUX APPOINTEMENTS MINIMA  
DU PERSONNEL ETAM AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008

NOR : *ASET0850585M*

IDCC : 1800

Entre :

La chambre syndicale des céramistes et ateliers d'art de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise des industries céramiques (SCAMIC) CFE-CGC ;

La fédération des travailleurs de la céramique, des carrières et matériaux de construction CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant établi en vertu de l'article L. 132-2 du code du travail s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de la céramique d'art.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 132-2, L. 141-10, L. 141-11 du code du travail.

## **Article 2**

### *Grille de salaires du personnel ETAM*

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2008, pour un salaire mensuel de 151,67 heures, le calcul de la grille des salaires mensuels minima garantis est fixée comme suit :

- coefficient 115 : 1 280 € ;
- coefficients au-delà de 115 : les appointements minima mensuels sont calculés avec une valeur de point à 2,80 €.

Méthode de calcul :

Appointement minimum mensuel du coefficient 115 + ([coefficient – 115] × valeur du point).

Exemple pour le coefficient 145 :

$$1\,280 + ([145 - 115] \times 2,80) = 1\,364 \text{ €}.$$

## **Article 3**

### *Révision et dénonciation*

Le présent accord a un caractère impératif.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagné d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

## **Article 4**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 132-9, alinéa 3, du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article L. 132-10 du code du travail.

## **Article 5**

### *Notification*

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie par lettre recommandée avec avis de réception le texte à l'assemblée des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

## **Article 6**

### *Dépôt, entrée en vigueur et extension*

Le présent avenant sera fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et sera déposé conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail en vue de son extension.

Cet accord est à durée indéterminée. Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008.

Fait à Paris, le 11 mars 2008.

(Suivent les signatures.)